



Les partenaires internationaux

BELGIQUE

Association belgo-palestinienne (ABP)

Intervenant : Hocine Ouazraf

L'Association belgo-palestinienne - Wallonie-Bruxelles - Fondation Naïm Khader est une ASBL de droit belge fondée en 1976 afin de défendre et promouvoir les droits inaliénables du peuple palestinien à son territoire et à son État, droits expressément reconnus par les Nations Unies.

Plus d'infos : www.association-belgo-palestinienne.be

Hocine Ouazraf est juriste, Tribunal Russell sur la Palestine.

//Atelier 16 // Palestine : Droit international, éthique politique, solidarité citoyenne

BENIN

Union Communale de Producteurs (UCP)

Intervenant : Lionel Guezoje

L'Union Communale des producteurs de Zogbodome (UCP-Z) est une organisation territoriale de producteurs rassemblant 6 associations filières. Un partenariat avec l'AFDI Gironde a été initié depuis 2008 sur un projet d'appui à la production de semences paysannes, de commercialisation de volaille de qualité en circuit court, d'appui aux activités de transformation des femmes.

Lionel Guezoje est producteur de cultures vivrières et de volailles, dans la région du Zou-Collines au centre du Bénin. Il est président de l'union communale de producteurs (UCP) de Zogbodome, partenaire d'AFDI Gironde, mais il a également des mandats professionnels nationaux en tant que président de l'ANAB -Association Nationale d'Aviculture du Bénin, et de secrétaire général de la Fupro (organisation faîtière nationale). Ingénieur agronome et paysan à la fois, Lionel, incarne par son dynamisme et son discours la nouvelle génération de leader du mouvement paysan au Bénin, engagé pour la défense de l'agriculture familiale et paysanne.

//Atelier 31 // Les semences paysannes, une volonté et des expériences à partager au Sud et au Nord

Journaliste et militante pour le « droit à la communication », Beatriz Barbosa travaille avec le collectif Intervozes, a été journaliste pour l'agence d'information militante Agência Carta Maior et a organisé à Belém le Forum Média Libre.

-Intervozes :

Actif depuis 2002, Intervozes - collectif brésilien de communication sociale - est une organisation qui œuvre en faveur de la communication relative aux droits humains. Ses objectifs sont la promotion d'un climat de régulation et de politiques publiques mettant l'accent sur l'intérêt général ; le renforcement de la communication indépendante et communautaire ; la promotion des médias pluralistes et démocratiques.

Plus d'infos : www.intervozes.com.br

-Carta Maior :

Carta Maior est une publication électronique multimédia née lors de la 1ère édition du Forum social mondial à Porto Alegre en 2001. Son engagement : contribuer au développement d'un système de médias démocratiques au Brésil, et, plus généralement, travailler à la démocratisation du Brésil, à l'intégration sud-américaine et au renforcement de tous les mouvements qui luttent pour la construction d'une globalisation solidaire.

Plus d'infos : www.agenciartamaior.com.br

// Module 1 // L'information comme vecteur de transformation sociale

Camila Moreno est membre des Amis de la Terre au Brésil. Chercheuse en sociologie, elle travaille avec les mouvements sociaux du Brésil et d'Amérique latine pour mettre en lumière les enjeux sociaux et environnementaux des biotechnologiques et de l'expansion de l'industrie agroalimentaire. Ces écrits et activités récentes se sont principalement orientés sur les impacts territoriaux des agro carburants, des grandes exploitations agricoles et sur les nouveaux mécanismes de réduction des émissions de gaz à effet de serre liées à la déforestation et la dégradation forestière (REDD).

L'association « Les Amis de la Terre » est engagée dans la protection de l'Homme et de l'environnement.

Plus d'infos : www.amisdelaerre.org

// Table - ronde ouverture

// Module 4 // Nous n'avons qu'une seule planète !

Miguel said Vieira est chercheur et rédacteur. Il est membre d'Epidemia, collectif brésilien actif dans divers domaines tels que l'autonomie de la culture et de la connaissance, le logiciel libre...

// Atelier 11 // Acteurs et chercheurs : les nouvelles voies de la coopération.

Douglas Estevam est membre du Mouvement des paysans sans-terres du Brésil. Formé en économie politique de l'agriculture à l'Escola Nacional Florestan Fernandes – MST, il est coordinateur avec João Pedro Stedile de « A Questão Agrária no Brasil », publication en 7 volumes, et de « Capital e Trabalho Vivo – Reflexões sobre a Area de Livre Comércio das Américas/ALCA ». Il représente, en France, ce mouvement, partenaire de Frères des Hommes

Créé en 1984, le Mouvement des Sans Terre (MST) se réclame d'une longue filiation de lutte pour la terre, a pour mission d'informer et d'éduquer les sans terre. Grâce au MST, des terres ont été redistribuées à plus de 300 000 familles.

// Module 11 // Lutter contre l'accaparement des terres : des mobilisations locales au renforcement du droit international

Créé en 2001 sous la dénomination de Réseau Africain des Jeunes contre le SIDA du Burkina Faso (RAJS), le Réseau Africain Jeunesse Santé et développement au Burkina Faso (RAJS/BF), est une organisation non gouvernementale (ONG) de développement, à but non lucratif, apolitique et non confessionnelle. Elle est aussi une structure de coordination d'associations à base communautaire intervenant auprès des adolescents et jeunes. Le RAJS/BF a acquis le statut d'ONG de développement en octobre 2005 par la signature d'une convention de collaboration avec le Gouvernement du Burkina Faso. Son crédo : « Promotion du leadership des jeunes en tant que stratégie et réponse face aux défis du développement durable », par le développement d'actions multiformes et la mise en œuvre de stratégies d'implication, de promotion de la participation des adolescents et jeunes. Le leadership de jeunesse favorise le plein épanouissement des jeunes et leur participation active au processus de développement socio-économique du Burkina Faso. Le RAJS/BF couvre le territoire national à travers 43 secrétariats provinciaux de coordination (dont deux Coordinations Interprovinciales, Comoé-Léraba et Sissili-Ziro) avec plus de 350 associations membres et près de 2800 clubs de jeunes créés par les dites associations. Le RAJS/BF abrite le siège du Réseau Africain des Adolescents et Jeunes en Population et Développement (AFRIYAN) dont il assure le secrétariat exécutif et celui de la Coordination Régionale des Réseaux des Jeunes contre le Sida en Afrique de l'Ouest et du Centre (CRJ/AOC). La mission du RAJS/BF est de Promouvoir le leadership de jeunesse et des organisations de jeunesse pour le traitement des questions de jeunesse, l'amélioration de la santé des jeunes et la participation des jeunes au processus de développement socio-économique»

// Module 3 // Quelle place pour les jeunes adultes dans la solidarité internationale ?

BURKINA FASO

PAOLINE

Intervenante : Sarata BOSTAL

PAOLINE est un regroupement de plusieurs associations de femmes agricultrices (maraîchage, mangue, noix de cajou, niébé...) et artisanes (poterie, tissage).

// Module 2 // Femmes - hommes : changer la donne ?

// Atelier 18 // Une économie équitable : clé d'accès aux libertés, pour TOUTES et pour tous ?

BURKINA FASO

Association pour le Développement Communautaire (ADECO)

Intervenant : Amadou ABIDINA LY

L'Association de Développement Communautaire (A.DE.CO.) a été créée le 14 décembre 2000. ADECO cherche à promouvoir le développement économique, social et culturel du département de Tin Akoff (Province de l'Oudalan, Burkina Faso) en favorisant par une action commune le développement de tous les villages, la défense et la représentation des intérêts de tous les membres, la contribution au développement de la zone et l'aide à la résolution des problèmes du monde rural à travers la mobilisation des énergies, l'information, la formation, l'animation et la sensibilisation des populations.

Les principales activités de l'Association sont :

- Projet sur la Diversification de la production et des revenus par la micro finance (PDPR/MF)
- Projets sur la prévention du Sida dans les villages de la zone de Tin-Akoff,
- appui au montage des dossiers de projets dans le cadre des projets et programmes dans l'Oudalan,
- Projet sur la décentralisation,
- Appui accompagnement des populations dans le cadre du Programme de Sécurité Alimentaire (maraîchage, embouche ovine, artisanat, pêche),
- Appui à l'organisation des producteurs et productrices,
- Formation et supervisions des activités micro crédit dans l'Oudalan.

// Atelier 4 // Pour un développement économique et social soutenable en Afrique : le rôle de la finance solidaire

COLOMBIE

Corporacion Vamos Mujer

Intervenante : Elisabeth SEPULVEDA

Née en 1979, liée au travail dans les quartiers populaires de Medellin, aux mouvements paysans, VAMOS MUJER est une des plus anciennes ONG féministes de Colombie, et co-fondatrice de nombreux mouvements et coordinations. Elle participe à divers réseaux d'éducation populaire, de lutte pour la citoyenneté en Colombie, en Amérique Latine et dans le monde.

Elle a aujourd'hui 4 objectifs principaux :

- l'amélioration des conditions de vie des femmes et de leurs organisations,
- la citoyenneté pleine des femmes, le soutien de leurs processus collectifs pour la construction de sujets politiques,
- le droit à une vie libre de violences, et la négociation pacifique du conflit armé et la paix en Colombie,

-la durabilité politique et institutionnelle de la corporation, comme collectif militant et féministe dans un monde globalisé.

Elle développe ses activités dans une perspective féministe, fondé sur l'éco féminisme, le développement durable, le pacifisme et la défense des droits humains des femmes.

Plus d'infos : <http://www.vamosmujer.org.co>

//Module 2 // Femmes - hommes : changer la donne ?

CUBA

**Fondation Antonio Nuñez Jiménez La nature et l'Homme
Intervenante : Carmen Cabrera Lopez**

Carmen Cabrera travaille au sein de la Fondation Antonio Nuñez Jiménez la Nature et l'Homme. Elle interviendra lors de l'Université d'été sur l'activité organisée au jardin de Terre d'Adèles.

La Fondation Antonio Núñez Jiménez est une institution civile cubaine, non gouvernementale, qui se consacre à la recherche scientifique et à la promotion de programmes et de projets pour la protection de l'environnement dans sa relation avec la culture et la société. La Fondation propose à travers un Programme de Développement Durable Local, d'élargir la formation à la permaculture à de nouveaux territoires, d'assurer le développement de l'agriculture durable, ainsi que de promouvoir l'échange et la mutualisation des savoirs et des expériences pratiques dans ce domaine. Elle mène un travail qui contribue à la souveraineté alimentaire de Cuba, tout en développant une agriculture durable dans tous les sens du terme. La Fondation mène plusieurs projets dans 5 provinces du pays.

// Atelier 15 // Produire et se nourrir près de chez soi

EQUATEUR

**Latindadd
Intervenant : Hugo Ariás**

Latindadd est un réseau latino-américain, regroupant 17 organisations membres dans 9 pays, qui travaille sur les dynamiques financières internationales (dette, paradis fiscaux, modèle alternatifs...), milite pour leurs réformes et promeut une participation citoyenne à l'élaboration des politiques publiques. Inscrit dans la continuité de la campagne Jubilee 2000, pour l'annulation de la dette des pays pauvres, les analyses que Latindadd produit aujourd'hui sur les questions financières débouchent sur des campagnes de plaidoyer nationales et internationales. L'organisation a notamment obtenu la création d'une banque du Sud latino-américaine (alternative à la Banque Mondiale) et promeut l'idée d'une monnaie régionale pour sortir de la dépendance du dollar américain. Latindadd et le CCFD-Terre Solidaire travaillent régulièrement ensemble, par exemple au Forum Mondial de Belém en 2009 où ils ont lancé l'Appel de Belém pour 'remettre la finance à sa place'. Ils collaborent notamment sur les thèmes des paradis fiscaux et de la « dette odieuse ».

// Module 7 // Les pays du Sud peuvent-ils autofinancer leur développement ?

// Module 8 // Sortie de crise financière : quelle continuité et quels changements ?

EQUATEUR**Agencia Latinoamericana de Información (ALAI)****Intervenant : Sally Burchs**

Journaliste indépendante d'origine britannique, Sally Burch vit en Équateur depuis 1983. Elle est directrice exécutive de la Agencia Latinoamericana de Información (ALAI). Elle a publié de nombreux articles sur la communication et les nouvelles technologies et a co-écrit les livres *Movimientos Sociales en la Red* (ALAI, 2001) et « *Se cayó el sistema* » : *Enredos de la Sociedad de la Información* (ALAI, 2003).

// Module 1 // L'information comme vecteur de transformation sociale

GABON**Brainforest et Environnement Gabon****Intervenant : Marc ONA ESSANGUI**

Marc Ona Essangui est le président et le fondateur de l'ONG environnementale Brainforest et président du réseau d'ONG appelée Environnement Gabon. En 2009, il a reçu le Goldman Environmental Prize qui rend hommage à son engagement pour la défense de l'environnement.

Il est également le représentant gabonais de la plateforme « Publish What You Pay ». Il est une véritable figure de la société civile gabonaise et un militant engagé dans la lutte contre la corruption et pour la transparence dans la gestion des ressources de son pays.

// Module 4 // Nous n'avons qu'une seule planète !

// Ateliers 6 // Les Biens mal acquis

// Ateliers 27 // Les liens de solidarité avec les mouvements de défense de la démocratie en Afrique comme sortie de crise

GABON**Transparency international****Intervenant : Grégory NGBWA MINTSA**

Grégory NGBWA MINTSA est un acteur majeur de la société civile gabonaise qui milite pour la transparence dans la gestion des ressources publiques. Il s'est notamment porté partie civile lors de la plainte déposée en France par Transparency Internationale France en 2007 contre trois chefs d'Etat africains pour recel de détournement de fonds publics.

// Atelier 6 // Les biens mal acquis

HONGRIE**Vedegylet–Protéger l'avenir****Intervenant : György MALOVICS**

Vedegylet est une association qui œuvre pour la protection de l'environnement. Fondée en 2000, à l'origine elle rassemble un réseau citoyen contre la contamination cyanique de la Rivière Tisza. Vedegylet est aujourd'hui l'une des associations les plus connues en Hongrie. Il y a quelques années, l'organisation a été élue « ONG de l'année » par les citoyens.

Ses missions : relayer des campagnes, soutenir et informer, élaborer les politiques écologiques alternatives, organiser des actions de sensibilisation...

Vedegylet est une organisation partenaire du Réseau IPAM et depuis 2009 du programme « Une seule planète » coordonné par le CRID.

Plus d'infos : <http://www.vedegylet.hu/index.php?newlang=english>

// Atelier 17 // Justice environnementale : quelles perspectives pour la solidarité internationale ?

INDE

**Integrating Rural Development Society (IRDS)
Intervenant: Nicholas CHINNAPAN**

IRDS a été fondée en 1978, suite à des violences organisées contre les Dalit, au Tamil Nadu, dans le district de Villupuram (où un tiers des habitants sont Dalit), district natal de Mr. Nicholas, fondateur et directeur actuel d'IRDS, leader dalit qui a pu accéder aux études supérieures. 12 morts et plus de 2000 maisons appartenant à des Dalit furent réduites en cendres. Nicholas décida alors de fédérer les communautés Dalit pour mieux les défendre. Ainsi furent créées les premières associations Ambedkar pour assurer la défense des droits humains des Dalit. En 1980, il y avait 12 associations Ambedkar formées par IRDS dans 12 villages ; en 2009, IRDS travaillait dans 150 villages. IRDS s'est donnée pour mission de défendre le droit d'accès à la terre des Dalit, et plus largement tous les droits humains des Dalit et des groupes marginalisés (femmes, pêcheurs, petits paysans,...), en agissant à plusieurs niveaux :

- au niveau district avec des formations permettant aux petits agriculteurs dalit d'exploiter durablement les terres récupérées suite aux démarches juridiques menées en appui avec IRDS
- à l'échelle du Tamil Nadu, par des campagnes de sensibilisation, de mobilisation, de formation avec le réseau DLR (Dalit Land Right Federation)
- à l'échelle nationale, par un travail en réseau et d'action politique avec d'autres associations Dalit pour mieux défendre les droits politiques, civils, économiques, sociaux et culturels des groupes opprimés,
- enfin, à l'échelle internationale, par la mise en réseau avec d'autres organisations paysannes et mouvements sociaux dans le monde et par la sensibilisation de la communauté internationale notamment au sein des Nations Unies sur la cause Dalit.

IRDS a joué et joue un rôle important dans la diminution substantielle des atrocités commises contre les Dalit dans le Tamil Nadu, dans la résolution des problèmes liés aux besoins de base de nombreux villages, dans la mobilisation des communautés Dalit pour l'obtention de titres de propriété. Elle a également permis le développement du leadership féminin. Elle est ainsi devenue une organisation de référence en matière de lutte pour la défense des droits des Dalit.

// Table-ronde d'ouverture

// Module 6 // Quelle régulation des activités des entreprises multinationales

ISRAEL

**Alternativ Information Center
Intervenant : Michel Warschawski**

Michel Warschawski est journaliste et écrivain, co-fondateur et animateur à Jérusalem du Centre d'Information Alternative regroupant des Israéliens et des Palestiniens qui militent contre l'occupation et la colonisation israéliennes et pour les droits des Palestiniens. C'est un observateur attentif de la situation politique sur le terrain.

// Table-ronde d'ouverture

// Atelier 9 // Dix ans de processus des Forums sociaux mondiaux, et maintenant ?

// Atelier 30 // Palestine : les moyens de la solidarité internationale

ActionAid Kenya existe au Kenya depuis 1972, et agit afin d'éliminer la pauvreté et de garantir la justice sociale. ActionAid Kenya mène des projets de lutte contre la pauvreté, de renforcement des capacités institutionnelles locales et de plaidoyer envers les décideurs politiques. L'organisation soutient des projets et programmes qui favorisent les intérêts des populations pauvres et marginalisées. ActionAid Kenya a évolué au fil des années pour devenir aujourd'hui une organisation de promotion et de défense des droits économiques, sociaux, culturels, civils et politiques.

// Module 1 // Lutter contre l'accaparement des terres : des mobilisations locales au renforcement du droit international.

La région zone d'intervention du GRDR Mali (région de Kayes) est caractérisée par son flux migratoire interne et externe important. Les migrants sont des acteurs clés du développement de leurs régions d'origines. Les différents programmes initiés par le GRDR Kayes créent une synergie constructive entre les différentes familles d'acteurs territoriaux notamment les élus locaux, les autorités administratives, les organisations de la société civile (OSC), et la population. Les domaines thématiques du GRDR Kayes sont le développement local, la coopération décentralisée, la gestion des ressources naturelles, la santé et la sécurité alimentaire. Le GRDR Kayes participe à l'Espace Migration Développement en région de Kayes (EMDK), espace de concertation régional sur le co-développement.

Fofana Barka est chef du projet « le co-développement vu du Sud » au GRDR Kayes.

// Module 9 // Les migrations : une ressource durable pour le développement des territoires

Le Groupe antiraciste d'accompagnement et de défense des étrangers et migrants (GADEM) est une association de droit marocain, qui s'est fixée comme mission de participer à la mise en œuvre effective des droits des étrangers et des migrants, d'œuvrer pour le respect de leur dignité, pour l'égalité de traitement et contre toutes les formes de discrimination et de racisme. Pour ce faire, l'association se base notamment sur l'observation et l'analyse des politiques migratoires et de leurs effets, la sensibilisation et le plaidoyer, l'action juridique et judiciaire, la promotion de l'interculturalité, le travail en collaboration et en partenariat avec les associations et les migrants eux-mêmes.

// Table-ronde d'ouverture

// Module 9 // Les migrations : une ressource durable pour le développement des territoires

Membre, au niveau national, du réseau ACME (Acte pour un Contrat Mondial de l'Eau), de la coordination nationale de la Marche Mondiale des Femmes, de la coordination nationale contre la hausse des prix et la dégradation des services publics, du réseau euro-africain « Migrations, droits fondamentaux et liberté de circulation ». A l'échelle internationale, l'organisation est également membre du réseau CADTM international, d'ATTAC, d'OWINFS, de S2B, du réseau européen pour la défense des services publics.

Plus d'infos : www.maroc.attac.org/joomla/index.php

// Module 7 // Les pays du Sud peuvent-ils autofinancer leur développement ?

// Atelier 29 // Pour des audits de la dette du Nord et du Sud

Partant du constat qu'une importante partie des ONGs du Maghreb et du Machrek n'exploitent et ne jouissent pas pleinement des avantages d'une visibilité Internet dynamique, l'association Forum des Alternatives Maroc « FMAS » a initié, en partenariat avec Oxfam Novib et Alternatives/AlterInter le projet de portail Internet « E-JOUSSOUR » de la société civile Maghreb/Machrek, pour :

-Comprendre les nombreux enjeux et caractéristiques des processus de mondialisation passés, en cours et à venir et qui ont des répercussions incontestées sur les populations des régions du Maghreb et du Machrek.

-Permettre aux populations et aux acteurs des sociétés civiles de ces régions qui ont souvent en commun la langue arabe, d'avoir accès à ce type d'information de façon centralisée et conviviale, ainsi que de produire et de publier des analyses sur ces questions dans cette même langue, aussi bien qu'en Anglais et en Français.

-Contribuer à la participation accrue des acteurs des sociétés civiles des régions Maghreb/Machrek aux mouvements sociaux qui proposent des alternatives citoyennes, tout comme à la recherche, l'analyse et la production de savoirs sur les phénomènes de la mondialisation.

Hamouda Soubhi est coordinateur du portail e-joussour.net. Il est également le représentant Maroc d'Alternative International.

// Module 1 // L'information comme vecteur de transformation sociale.

Programme Concerté Maroc souhaite contribuer par une stratégie concertée entre associations françaises et marocaines, en partenariat avec leurs pouvoirs publics, à une plus grande implication des jeunes dans la société marocaine

L'objectif est d'agir ensemble pour accompagner la jeunesse marocaine à être actrice d'un développement humain solidaire.

L'accompagnement de l'implication de la jeunesse marocaine au sein de sa société s'opérera dans 4 champs d'intervention reconnus comme prioritaires : l'éducation et animation, l'économie sociale et solidaire, la citoyenneté et l'accès aux droits et la formation et l'insertion professionnelle.

// Module 3 // Quelle place pour les jeunes adultes dans le solidarité internationale

MEXIQUE

Obreras Insumisas

Intervenant : Reyna Ramirez Sanchez

Reyna Ramirez Sanchez appartient à un collectif de femmes indigènes « Obreras Insumisas » travaillant dans le secteur textile dans les maquillas à Tehuacan, région de Puebla.

// Module 2 // Femmes - hommes : changer la donne ?

NICARAGUA

ANAIRC

Intervenante : Carmen RIOS

Carmen Rios est présidente de l'Asociación Nicaraguense de Afectados por Insuficiencia Renal Crónica (ANAIRC) (Association nicaraguayenne des personnes souffrant d'insuffisance rénale chronique). L'ANAIRC s'est créée pour soutenir les anciens travailleurs de la sucrerie de San Antonio, et leurs familles, souffrant de maladies graves dues à l'exposition à des pesticides toxiques utilisés dans l'industrie de la canne sucre. Grâce à son combat, cette association a réussi à obtenir de nombreuses avancées en matière de versement de pensions d'invalidité, d'accès aux soins et aux traitements et de sensibilisation.

=> Module 6 : Quelle régulation des activités des entreprises multinationales ?

NICARAGUA

JOC

Intervenant : Juan Carlos Smith

La JOC - Nicaragua (Juventu Obrera Cristiana) est membre de la JOC internationale. Elle compte quelques groupes à Managua et dans sa banlieue, à Tipitapa. Ils centrent leurs activités autour de la réalité des maquillas. La JOC est un mouvement d'éducation à travers l'action qui motive les jeunes à s'engager dans la transformation de leurs conditions de vie, en s'appuyant sur la méthodologie « voir-juger-agir ». Une quarantaine de jeunes participent directement au processus de formation et de réflexion ; leurs actions devraient toucher entre 500 et 1 000 jeunes travailleurs dans les maquillas.

// Atelier 12 // Modes de consommation et de production alternatifs en réponse à la crise : les consommateurs ont le pouvoir

// Module 3 // Quelle place pour les jeunes adultes dans la solidarité internationale ?

PAKISTAN**CADTM Pakistan
Intervenant : Abdul KHALIQ**

Le CADTM Pakistan est une organisation membre du CADTM International, partenaire de « Women Workers Help Line » (WWHL), du Parti Travailleur, de la fondation « Labour Education », « Network for Social Development », des comités paysans et des syndicats.

Thèmes prioritaires : la dette, les droits des femmes, le droit du travail, le droit de la paysannerie.

// Module 7 // Les pays du Sud peuvent-ils autofinancer leur développement ?

// Atelier 27 // Les liens de Solidarité avec les mouvements de défense de la démocratie en Afrique

PALESTINE**Al-Haq
Intervenant : Maysa ZOROB**

Al-Haq est une ONG palestinienne pour les Droits de l'Homme. Créée en 1979 pour protéger et promouvoir les Droits Humains et les Lois dans les territoires palestiniens occupés (TPO), l'organisation a un statut consultatif auprès du Conseil Economique et Social des Nations Unies. Al-Haq collecte les violations -d'où qu'elles viennent- des Droits individuels et collectifs des Palestiniens dans les TPO et cherche à mettre fin à ces atteintes par voie juridique avant l'application des mécanismes nationaux et internationaux. L'organisation mène des recherches, prépare des rapports, études et interventions sur les violations du Droit de l'Homme International et des Lois Humanitaires dans les TPO. Elle missionne des avocats avant les Institutions locales, nationales et internationales.

Al Haq coopère aussi avec les organisations de la Société civile palestinienne pour mettre en conformité la Législation et les Politiques palestiniennes avec le Droit Humanitaire International.

L'ONG met à disposition de ses équipes et de la Communauté locale sa bibliothèque spécialisée sur le Droit International. Al Haq-Cisjordanie est affiliée à la Commission Internationale des Juristes de Genève (ICJ). Elle est membre du Réseau Euro méditerranéen pour les Droits de l'Homme (EMHRN), de l'Organisation mondiale contre la torture (OMCT), de la Fédération Internationale des Droits de l'Homme (FIDH), de la Coalition Internationale pour l'Habitat (HIC) et du Réseau des ONG Palestiniennes (PNGO).

// Atelier 16 // Palestine: Droit international, éthique politique, solidarité citoyenne

PEROU**Latindadd
Intervenant : Carlos Bedoya**

Latindadd est un réseau latino-américain, regroupant 17 organisations membres dans 9 pays, qui travaille sur les dynamiques financières internationales (dette, paradis fiscaux, modèle alternatifs...), milite pour leurs réformes et promeut une participation citoyenne à l'élaboration des politiques publiques. Inscrit dans la continuité de la campagne Jubilé 2000, pour l'annulation de la dette des pays pauvres, les analyses que Latindadd produit aujourd'hui sur les questions financières débouchent sur des campagnes de plaidoyer nationales et internationales. L'organisation a notamment obtenu la création d'une banque du Sud latino-américaine (alternative à la Banque Mondiale) et promeut l'idée d'une monnaie régionale pour sortir de la dépendance du dollar américain. Latindadd et le CCFD-Terre Solidaire travaillent régulièrement ensemble, par exemple au Forum Mondial de Belém en 2009 où ils ont lancé l'Appel de Belém pour 'remettre la finance à sa place'. Ils collaborent notamment sur les thèmes des paradis fiscaux et de la « dette odieuse ».

// Module 7 // Les pays du Sud peuvent-ils autofinancer leur développement ?

PHILIPPINES

**Human Rights Information Center - PhilRights
Intervenant : Bernardo D. Larin**

L'organisation Philippine Human Rights Information Center - PhilRights est la branche de recherche et d'information de l'Alliance philippine des défenseurs des droits de l'Homme (PAHRA). PhilRights oeuvre pour que les Philippines deviennent un pays juste, démocratique, en paix et prospère, qui soit fondé sur une culture des droits de l'Homme et de l'égalité des sexes. Le projet d'une société où chaque individu serait en mesure de se réaliser en tant que personne humaine, de participer efficacement à la vie économique, sociale et culturelle, et de partager de manière équitable les profits du progrès économique. Pour atteindre cet objectif, PhilRights vise à donner aux Philippines le pouvoir de revendiquer leurs droits, directement ou à travers leurs organisations en :

-Donnant les moyens à PAHRA et au grand public de mieux percevoir, connaître et comprendre les conditions, problèmes et mécanismes des droits de l'Homme ;

-Ouvrant pour un Mouvement des droits de l'Homme dynamique, capable de mobiliser des secteurs et groupes dans le cadre d'interventions opportunes et efficaces pour la promotion et la défense des droits de l'Homme, en informant sur ces droits et fournissant des outils de traitement et diffusion de l'information ;

-S'assurant que l'Etat s'engage à remplir ses devoirs en matière de droits de l'Homme et assure une surveillance active ;

-Renforçant la coopération et le partenariat avec les réseaux locaux et internationaux menant des activités liées aux droits de l'Homme, à travers l'échange et le partage d'informations ;

-Développant les capacités des personnes à promouvoir et défendre les droits de l'Homme par l'éducation, et par les formations à la recherche, au plaidoyer, au traitement et à la diffusion de l'information.

Plus d'infos : <http://philrights.org>

Bernardo D. Larin est coordinateur du programme sur les droits économiques, sociaux et culturels.

// Module 10 // Droits de l'homme et dignité : à chacun son rôle

// Atelier 13 // Les Philippines à table : quels droits au menu ?

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

**Réseau Ressources Naturelles (RRN)
Intervenant : Joseph Bonkaw BOBIA**

Le Réseau Ressources Naturelles est une plate-forme de plaidoyer et de monitoring pour une gestion durable et participative des ressources naturelles fondées sur les droits des populations locales et des peuples autochtones. Créé en Août 2002, le RRN-RDC compte actuellement plus de 256 ONG membres à travers le pays. Ces ONG accompagnent les populations locales dans la reconnaissance, la défense et la promotion de leurs droits les plus inaliénables en ce qui concerne la gestion de toutes les ressources naturelles congolaises. Ces ONG appuient des projets alternatifs à l'exploitation des ressources considérées comme abusives et/ou assimilées aux pillages, de manière à maintenir les populations congolaises dans leurs droits sans que celles-ci ne soient engagées dans des opérations de pillage, de destruction des ressources naturelles qui peuvent apporter un développement localement.

Joseph Bonkaw BOBIA est coordinateur national au sein de ce réseau.

// Module 4 // Nous n'avons qu'une seule planète !

SENEGAL

Conseil des ONG d'Appui au Développement (CONGAD)

Intervenant : Mamadou Mignane DIOUF

Le CONGAD est la coupole des ONG du Sénégal. L'association abrite des Réseaux et Plate forme comme le Forum Social Sénégalais, le Groupe Migration Développement...

Mamadou Mignane DIOUF est chargé de la coordination des réseaux Forum Social Sénégalais, qui conduit le processus préparatoire du Forum social mondial de 2011, et le Groupe Migration et Développement.

// Module 4 // Nous n'avons qu'une seule planète !

SENEGAL

ONG de Ndem

Intervenante : Aïssa Mbow

L'Ong se situe à Ndem, à 170 km est de Dakar. Les effets conjugués du réchauffement climatique, de l'exploitation intensive des terres (poussée par les politiques d'exportation) ont durablement perturbé les équilibres écologiques des sols. Parallèlement, les plans d'ajustement structurels encouragés par les institutions financières internationales ont eu de lourdes conséquences pour les économies rurales : la baisse générale des revenus agricoles (les filières précédemment soutenues par l'Etat ont été progressivement démantelées), la diminution constante des services sociaux de base devenus trop coûteux pour un budget public toujours en baisse. Ainsi, la dynamique de pré-désertification couplée à la baisse de niveaux de vie ont conduit les populations rurales à une réaction désormais classique : l'exode rural. Face à ce constat, les habitants d'une dizaine de villages autour de Ndem, se sont regroupés en association pour trouver les moyens d'enrayer collectivement et de manière durable ce phénomène. Nous sommes en 1985 et l'association des Villageois de Ndem était née. Aujourd'hui en 2007, l'association devenue ONG en 2006, conduit un projet de développement global et intégré. C'est à dire un projet qui multiplie les actions dans différents domaines pour concourir à un seul objectif global : permettre aux populations de retrouver, localement, des conditions de vie satisfaisantes et freiner ainsi l'exode.

// Atelier 23 // En route vers de Forum Social de Dakar 2011

// Atelier 2 // Commerce équitable : des formes multiples pour une sortie de crise globale

SENEGAL

Groupe de Recherches et de Réalisations pour le Développement Rural (GRDR)

Intervenant : Demba Mamadou SOW

Demba Mamadou Sow est actuellement le coordinateur de la cellule du GRDR Bakel au Sénégal. Le GRDR accompagne les initiatives portées par les migrants et leurs partenaires dans les territoires d'origine. A ce titre, il travaille dans de nombreux domaines sectoriels (aménagement rural, gestion des ressources naturelles, sécurité alimentaire, eau, santé, décentralisation, insertion économique, discrimination) en promouvant une maîtrise locale de la décision et de l'action. Jusqu'à fin 2009, Demba Sow travaillait au GRDR Mauritanie sur le programme de « Sécurisation de la Production Agro Pastorale dans les zones pré sahéliennes de Mauritanie » mis en œuvre par le GRDR

en partenariat avec ACORD (sur fonds UE, SCAC, CCFD, CFSI). Dans ce cadre, un important travail d'analyse a été réalisé sur l'intérêt des ménages ruraux à pratiquer l'agriculture et sur comment intégrer l'aide alimentaire dans un processus de souveraineté alimentaire durable.

// Atelier 1 // Regards croisés sur des stratégies différentes de sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest

SENEGAL

**Enda diapol
Intervenant : Moussa Mbaye**

Enda Prospective / dialogue Politique ou DIAPOL est une entité d'Enda Tiers Monde tournée vers l'action et la prospective pour l'élaboration participées des politiques publiques. Action car il s'agit de transformer socialement et politiquement une réalité qui produit l'exclusion. Prospective parce que cette transformation suppose une relative maîtrise et, par suite anticipation des futurs communs. Enda diapol se donne pour objectif la mesure et la compréhension de l'appropriation des TIC dans les sociétés africaines ainsi que la co-construction de coalitions avec d'autres organisations de la société civile pour que les politiques dans ce domaine tiennent plus compte des dynamiques réelles et qu'elles soient élaborées en partenariat. Il sera donc une sorte d'observatoire régional et le répondant du Comité de Rédaction de l'Atlas. L'éducation, la formation, la publication, la diffusion, la communication et le lobbying seront ses stratégies principales.

Plus d'infos : www.endadiapol.org

// Atelier 11 // Acteurs et chercheurs : les nouvelles voies de la coopération. Exemples de la pêche, de l'éducation et du numérique

SENEGAL

**Forum Social Africain
Intervenant : Taoufik Ben Abdallah**

Taoufik Ben Abdallah, du secrétariat du Forum Social Africain, est membre du comité d'organisation du prochain Forum Social Mondiale en Dakar au début du 2011.

// Atelier 23 // En route vers le Forum social mondial de Dakar 2011
// Table-ronde de clôture

SENEGAL

**REFDAF
Intervenant : Madjiguène Cissé**

Madjiguène Cissé est née au Sénégal et a vécu en France où elle a notamment été une des coordinatrices du mouvement des Sans papiers en 1996-2000. Depuis 2000, cette militante, professeur d'allemand s'est engagée dans le Réseau des Femmes pour le Développement Durable en Afrique (REFDAF) et se bat pour la création de la Cité des femmes à Dakar.

Le REFDAF est un réseau pour le Développement de l'Afrique avec une implication effective et consciente des Femmes.

Le REFDAF regroupe des associations féminines de base unies pour :

- l'autonomie pleine et entière des femmes
- l'amélioration des compétences et des savoir-faire des femmes
- la promotion du leadership des femmes dans la gestion communautaire
- la gestion durable des activités de production
- la participation effective des femmes aux sphères de décision

Plus d'infos : www.refdaf.org

// Table-ronde d'ouverture

// Module 2 // Femmes - hommes : changer la donne ?

TOGO

Solidarité et Action pour le Développement Durable (SADD)

Intervenant : Yves Komlan DOSSOU

Yves Komlan DOSSOU est maître couturier, coordonnateur de Solidarité et Action pour le Développement Durable (SADD). Ancien responsable national de la JOC du Togo et des JOC de l'Afrique de l'Ouest et du Centre pour la Coordination Internationale de la Jeunesse Ouvrière Chrétienne (CIJOC).

SADD est une association d'éducation à la citoyenneté et de promotion des droits de l'homme, est créée en 2001 par d'anciens responsables de la Jeunesse Ouvrière Chrétienne (JOC) du Togo. D'inspiration chrétienne, ses fondateurs affirment leur foi dans la dignité et la valeur de la personne humaine et dans les droits fondamentaux de l'homme notamment, les DESC des travailleurs au Togo (travailleurs de la zone franche, enseignants du primaire privé laïc et confessionnel et apprentis). Initiatrice du Forum Social des Travailleurs au Togo qui sera à sa 3^{ème} édition en décembre 2010, SADD œuvre actuellement pour le respect des droits du travail et la protection sociale des travailleurs précités. Elle a enclenché un plaidoyer pour que les textes régissant la Zone Franche au Togo soient conformes à la constitution, au code du travail, aux conventions et normes internationales du travail ratifiées par le Togo. Dans le même ordre d'idée, elle a lancé un plaidoyer pour l'adoption d'une convention collective pour les enseignants des enseignements privés laïcs et confessionnels. Active dans la mobilisation sociale des syndicats des travailleurs en synergie avec les Organisations de la Société Civile, SADD est au cœur des initiatives pour la promotion du dialogue social au Togo

// Module 6 // Quelle régulation des activités des entreprises multinationales ?